

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

St Cyr en Val, le 1^{er} Mars 2010

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société JOHN DEERE

Commune de SARAN

Mise à jour des activités

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 8 novembre 2007, Monsieur GUYOT, agissant en qualité de directeur général de la société JOHN DEERE, dont le siège social est actuellement situé au lieu-dit « la Foulonnerie » à FLEURY LES AUBRAIS, sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de fabrication de moteurs diesels dans son établissement situé Rue de la Tuilerie – Lieu-dit « La Foulonnerie » sur le territoire des communes de FLEURY LES AUBRAIS et SARAN, section AL – parcelles n° 12-19-40-77, section BN – parcelles n° 4-5-22-33, dans le cadre de la mise à jour des activités.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de danger, a été déposé le 13 novembre 2007 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 19 novembre 2007.

Ce dossier tient compte des compléments demandés à l'industriel par les différents services de l'état et par l'inspecteur des installations classées, notamment les compléments de l'étude de l'analyse des effets sur la santé transmis en février et novembre 2009.

I- OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	A, D, DC, NC	Libellé	Critère de classement
2560	1	A	Travail mécanique des métaux et alliages La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est supérieure à 500 kW.	P = 6 900 kW
2565	2-a	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium) et à l'exclusion de la vibro-abrasion, le volume des cuves de traitement est supérieur à 1 500 litres.	V = 39 800 litres

2920	2-a	A	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides ininflammables et non toxiques. La puissance absorbée est supérieure à 500 kW.	P = 728 kW
2931		A	Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1.5 kN.	P = 5 140 kW
2940	2-a	A	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile, ...) à l'exclusion: des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphalte, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521; des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450 ; des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930; ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction...). La quantité maximale de produits susceptibles d'être mis en œuvre est supérieure à 100 kg/j	Q = 350 kg/j
1432	2-b	DC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m^3 mais inférieure à 100 m^3 .	CET = 45 m^3
2561		D	Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages.	P = 6 900 kW
2910	A-2	DC	Installations de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse... La puissance maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	P = 3,176 MW
2925		D	Ateliers de charges d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 50 kW.	P = 198 kW
1220		NC	Emploi et stockage d'oxygène.	Q = 115,09 kg
1412		NC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés.	Q = 832 kg
1418		NC	Stockage ou emploi de l'acétylène.	Q = 66,6 kg
1530		NC	Dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues.	V = 650 m^3
2930		NC	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur.	S = 128 m^3

A : autorisation, D : déclaration, DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement, NC : installations et équipement non-classable

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

La société JOHN DEERE appartient au groupe Deere & Compagny implanté à Moline dans l'Illinois (Etats-Unis), 1^{er} constructeur mondial de machines agricoles et de matériels forestiers.

La société JOHN DEERE est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de moteurs diesels 3,4 et 6 cylindres dont les moteurs PowerTech disponibles en version 2 et 4 soupapes par cylindre.

Ces moteurs trouvent de nombreuses applications extérieures au groupe Deere & Compagny :

- engins de travaux publics,
- compresseurs d'air,
- groupes électrogènes,
- applications agricoles, marines...

Elle est implantée à Saran depuis 1963, emploie environ 800 personnes et occupe une superficie de 35,7 hectares.

En 2006, le chiffre d'affaires de cette société s'est élevé à 918 millions d'euros. Environ 92 000 moteurs sont produits par an.

Les activités exercées jusqu'à ce jour par la société JOHN DEERE ont fait l'objet :

- d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 1999,
- d'arrêtés préfectoraux complémentaires des 20 juillet 2004, 6 octobre 2004, 8 juin 2005, 25 juillet 2007 et 19 novembre 2007.

Cet établissement est soumis à autorisation notamment au titre de la rubrique 2565 2°a de la nomenclature des installations classées (Traitement de surface).

Les installations visées par la rubrique de la nomenclature des installations classées n°2565 « Revêtement métallique ou traitement de surfaces » entrent dans le champ de la directive européenne n°2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et la réduction intégrées de la pollution (IPPC) dès que le volume des cuves de bain de traitement est supérieure à 30 000 litres.

La société a transmis le bilan de fonctionnement de son établissement conformément à l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement.

La société JOHN DEERE est un établissement soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relevant du champ de la directive IPPC. A ce titre, la 2^{ème} phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets de l'installation doit être mise en œuvre ainsi que stipulé dans la circulaire du 5 janvier 2009.

A cette fin, il a été imposé à l'exploitant, par arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2009, une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement, à savoir celui du traitement de surface ainsi que la remise d'un rapport d'analyse par l'exploitant permettant de déterminer quelles substances devront être surveillées de façon pérenne sur le site.

1.3. Présentation de la demande

L'usine s'étend sur une superficie de 35,7 ha dont 5,1 ha sont couverts par les bâtiments.

La société JOHN DEERE est située en zone UI du plan d'occupation des sols. Elle est située en dehors de toute ZNIEFF.

La fabrication des moteurs se fait autour de deux grandes unités :

- l'usinage des pièces,
- l'assemblage des moteurs.

L'unité d'assemblage comporte également les opérations de contrôle des moteurs sur bancs d'essais et les opérations d'application de peintures sur les moteurs.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

Suite à la mise en place d'une nouvelle ligne d'usinage et d'une nouvelle ligne de peinture à base hydrodiluable en remplacement de l'ancienne ligne de peinture à base de solvants organiques sans modification notable des quantités de peinture utilisée, la société JOHN DEERE a déposé un dossier de mise à jour des activités exercées dans son usine de SARAN.

Le dossier a fait l'objet d'une enquête administrative prévue à l'article R.512-31 du Code de l'environnement.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis des services consultés

- Le service départemental des affaires sanitaires et sociales a, par courrier du 22 janvier 2008, émis les observations suivantes :

« 1. Bruit

Un dépassement de l'émergence autorisée en période nocturne est observé au niveau du point 4 (devant la maison du garde barrière). La cause de cette non-conformité devra être identifiée et traitée.

2. Alimentation en eau potable

L'ensemble de l'eau utilisée dans l'entreprise provient du réseau d'alimentation en eau potable de Saran. Au sein de l'entreprise, il existe deux réseaux séparés : un réseau d'eau potable et un réseau d'eau industrielle. Dans le dossier, il n'est pas fait mention d'une disconnexion entre le réseau d'eau industrielle et le réseau d'eau potable. Cette disconnexion pourrait se faire par alimentation de la bâche d'eau industrielle par surverse. Le pétitionnaire devra compléter le dossier avec cette information.

Dans le dossier, il est également fait mention d'un château d'eau maintenu en eau pour éviter toute prise au vent de cette installation. Il semble que cet édifice soit déconnecté des réseaux de distribution d'eau. Le pétitionnaire devra préciser si cet édifice est effectivement inutilisé actuellement.

3. Protection de la ressource en eau potable

Le projet est situé dans le périmètre de protection éloigné du captage des Bruyères participant à l'alimentation en eau potable de la commune de Saran. Le forage étant difficilement protégeable, ces périmètres de protection n'ont pas fait l'objet d'un arrêté déclarant DUP. Le pétitionnaire devra toutefois être attentif vis-à-vis du risque de pollution de ce captage du fait de versement accidentel notamment.

4. Tour aéroréfrigérante

La société devra être attentive au bon entretien de sa tour aéroréfrigérante.

5. Analyse des effets sur la santé

L'évaluation sanitaire de l'étude d'impact est réalisée conformément à la méthodologie en vigueur.

Les conclusions de cette évaluation montrent un risque acceptable pour les riverains.

Toutefois, il n'a pas été pris en compte les rejets du traitement de surface mentionné en page 97 ainsi que les rejets de la nouvelle chaîne de peinture. Il paraît nécessaire que ces rejets soient quantifiés afin qu'ils puissent être intégrés dans l'évaluation.

6. Conclusion

Suite aux remarques formulées précédemment, il est nécessaire que le pétitionnaire transmette des compléments afin que je puisse émettre un avis circonstancié. »

Dans son mémoire en réponse du 20 mai 2008, l'exploitant précise les éléments suivants :

« 1. Bruit

Lors des mesures d'émergence, un faible dépassement a été observé au point 4 (devant la maison du garde barrière), en période nocturne de 1h à 5h. L'origine n'a pas été identifiée par l'organisme de mesure Bureau Véritas, mandaté par JOHN DEERE. Celle-ci peut être liée à l'activité de la base militaire et à l'activité du site de JOHN DEERE.

Notre zone « Recherche », située dans ce périmètre, ne réalise plus d'essais d'endurance nocturne. Cette zone est en cours de réimplantation. Sa configuration permettra d'éliminer l'ensemble des risques de dépassement d'émergence, liées aux essais moteurs. En effet, les cellules d'essais, d'endurance moteurs seront couvertes permettant ainsi de canaliser tout risque de bruit.

2. Alimentation en eau potable

Le site dispose d'un réseau d'eau industrielle et d'un réseau d'eau potable. Entre ces deux réseaux, une chambre à vanne munie d'un système de disconnexion est présente.

Le château d'eau est déconnecté des réseaux de distribution d'eau. Cet édifice n'est plus utilisé et a été démantelé en mars 2008. Cette réserve n'est donc plus utilisée par le site.

3. Protection de la ressource en eau potable

Dans le cadre de notre politique de prévention des risques de pollution, lors de déversement accidentel notamment, nos zones à risques de stockage de produits dangereux sont placées sur rétention et dotées de vannes d'isolement. De plus, trois piézomètres, d'une profondeur de 45 m, sont disposés sur le site.

Des mesures sont effectuées afin de surveiller et maîtriser l'impact sur la qualité de la nappe.

4. Tour aéro-réfrigérante

La TAR présente sur le site fait l'objet d'un entretien et d'un suivi régulier, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004. Cette TAR sera démantelée en juin 2008 et remplacée par des dry-coolers présentant aucun risque de légionellose.

5. Analyse des effets sur la santé

Les rejets atmosphériques du traitement de surface ont fait l'objet d'analyses les 14 et 15 janvier 2008, par la société APAVE. Les résultats des mesures sont conformes aux prescriptions de l'arrêté relatif à la prévention de la pollution atmosphérique du 30 juin 2006. De plus, les peintures utilisées pour la nouvelle chaîne de peinture, mise en place dans le cadre du SME, présentent la spécificité d'être à base hydrosoluble. »

Par courrier du 3 juillet 2008, les services de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales a formulé les observations suivantes :

« Bruit :

Une fois l'ensemble des aménagements réalisés, une nouvelle mesure devra être effectuée pour vérifier que l'émergence mesurée en période nocturne au niveau du point 4 est bien conforme aux prescriptions en vigueur.

Analyse des effets sur la santé :

Une évaluation des risques sanitaires devra être réalisée en tenant compte des rejets du traitement de surface mentionné en page 97 du dossier de demande d'autorisation ainsi que des rejets de la nouvelle chaîne de peinture.

Conclusion :

Suites aux remarques formulées précédemment, il est nécessaire que le pétitionnaire transmette des compléments afin que je puisse émettre un avis circonstancié. »

Par courrier du 23 février 2009, l'exploitant a :

- indiqué que l'ensemble des aménagements réalisés au niveau du bâtiment de recherche serait finalisé pour le 2 mars 2009 et qu'une campagne de mesure de bruit serait effectuée,
- transmis un complément à l'évaluation des risques sanitaires.

Par courrier du 14 mai 2009, les services de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales a formulé les observations suivantes :

« Bruit

Suite aux résultats des mesures acoustiques ayant révélé un dépassement de l'émergence réglementaire au point 4, le pétitionnaire a réalisé des aménagements au niveau du bâtiment de recherche. Il réalisera, par la suite, une campagne de mesure des émergences sonores afin de vérifier la mise en conformité. Mon service en prend note et souhaite être destinataire des résultats et conclusions de cette campagne de mesures.

Il est toutefois regrettable qu'il n'y ait pas eu, par principe de transparence, des précisions sur les aménagements effectués.

Analyse des effets sur la santé

Seuls le xylène, l'éthylène et le 1-métoxy-2-propanol pour lesquels des VTR existent sont retenus dans l'identification des dangers du complément de l'évaluation des risques sanitaires. Ces composants rentrent dans la composition du diluant et du durcisseur au niveau de la ligne de peinture.

Néanmoins, la caractérisation des risques n'a pas été effectuée car le pétitionnaire prévoit la réalisation d'une campagne de mesure de ces trois polluants dans les rejets atmosphériques. Une quantification du risque sera effectuée si les analyses relèvent la présence de ces composés en toiture. Mes services en prennent acte.

Je regrette tout de même que ces calculs de risque n'aient pas été menés. Il aurait été possible de prendre des hypothèses maximalistes et de poursuivre le calcul de risque.

Pollution du sol aux hydrocarbures

Mon service a été saisi pour avis sur un projet de DUP (Déclaration d'Utilité Publique) de la liaison RN20-RD97 porté par l'Agglomération Orléanaise. Dans le projet, une partie de la liaison passe à proximité du site John Deere.

Dans le dossier d'étude d'impact présenté par l'Agglo, il est mentionné qu'une partie du site John Deere de Saran est polluée par des hydrocarbures : « Une étude menée par Veritas en mai 2007, pour le compte de la société John Deere, sur une parcelle de son site a conclu à la présence de terres localement impactées par des hydrocarbures sur des profondeurs comprises entre 1,5 m et 5 m. Il en résulte des risques pour les ouvriers du chantier d'aménagement de la route et pour les eaux souterraines, ainsi que des contraintes, vis-à-vis de l'évacuation de matériaux excavés ». Or, il n'est nullement fait mention, dans le dossier d'étude d'impact du pétitionnaire, ni dans les compléments, cette pollution. Cette dernière peut potentiellement impacter la ressource en eau souterraine, très sensible sur ce secteur. Mes services s'interrogent sur cette information.

Je souhaite que le pétitionnaire apporte toutes les conclusions des études existantes relatives à la pollution du sol par des hydrocarbures sur le site ainsi que les résultats éventuels des analyses qualitatives (hydrocarbures) des eaux prélevées au niveau des trois piézomètres du site. La dernière analyse des eaux souterraines datant du 5 décembre 2006 révélait une quantité d'hydrocarbures totaux < 0,2 mg/kg. Je tiens à signaler que les hydrocarbures analysés dans une matrice comme l'eau sont des hydrocarbures dissous exprimés en mg/l et non les hydrocarbures totaux exprimés en mg/kg.

Conclusion

J'émet un avis favorable sous réserve d'avoir l'ensemble des compléments suivants :

- résultats et conclusions de la campagne de mesure acoustique au point 4 après les aménagements réalisés ainsi que la description de ces aménagements,
- résultats de la campagne de mesure des rejets de xylène, éthylène et de 1-métoxy-2-propanol et conclusions quant à un risque sanitaire existant,
- toutes les études relatives à la pollution du sol par des hydrocarbures au droit du site et les résultats existants des analyses d'eau souterraines. »

Commentaire de l'inspection des installations classées :

La zone de recherche située à proximité de la loge du gardien (point 4) a fait l'objet de nombreux aménagements (suppression des TAR, capotage de la zone de passage entre les bancs d'essais, création de nouvelles cellules).

Les résultats des mesures des niveaux sonores réalisées en mai 2009 montrent que l'émergence réglementaire de 3 dB(A) en période de nuit est respectée au point 4.

Une campagne de mesures portant sur la qualité des rejets atmosphériques issus de la cabine de peinture et particulièrement sur les COV spécifiques a été réalisée en mai 2009.

Seuls le xylène et l'éthylbenzène ont été quantifiés (respectivement 0,113 µg/Nm³ et 0,288 µg/Nm³). Les résultats étant nettement inférieurs aux VTR (respectivement 0,1 mg/Nm³ et 1 mg/Nm³), aucune quantification du risque n'a été réalisée.

Par courrier du 30 juillet 2009, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les compléments relatifs à la pollution du sol par des hydrocarbures au droit du site et les résultats existants des analyses d'eau souterraines.

Une commande relative à la réalisation d'investigations complémentaires afin de pouvoir apprécier l'extension de la pollution détectée et de réaliser les mesures de dépollution adaptées afin de rendre la pollution résiduelle compatible avec l'usage du site a été passée en janvier 2010. L'examen des résultats de ces études réalisées par la société ANTEA et attendus pour la fin du mois de mars 2010 fera l'objet d'une analyse de la part de l'inspection des installations classées. Un arrêté préfectoral complémentaire relatif à la dépollution sera imposé à l'exploitant selon les résultats.

- La direction régionale de l'environnement a, par courrier du 16 janvier 2008, émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

« • **Qualité des rejets d'eaux industrielles et pluviales**

Les effluents industriels et les eaux pluviales sont rejetés après traitements au réseau d'assainissement unitaire de la Communauté d'Agglomération d'Orléans.

Le suivi des concentrations en 2007 fait apparaître, par rapport aux seuils imposés par l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1999, des dépassements fréquents pour les effluents industriels (notamment : DCO, hydrocarbures, MES, Azote), plus ponctuels pour les eaux pluviales.

Le dossier comprend un projet de nouvel arrêté préfectoral, en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 des ICPE. Ce projet d'arrêté abaisse encore les seuils acceptables, augmentant ainsi l'écart avec la qualité actuelle des rejets.

En l'état actuel du dossier, la mise en conformité des rejets avec les valeurs prévues par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 ne paraît pas envisageable à brève échéance.

• **Autorisation de déversement des eaux usées**

Au vu de ce qui précède, il est important que le déversement d'eaux usées dans le réseau d'assainissement public soit correctement encadré.

Or, celui-ci n'a pas fait l'objet d'une autorisation au sens de l'article L.1331-10 du code de la santé publique, qui stipule :

« Tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel. L'autorisation fixe les caractéristiques que doivent présenter ces eaux usées pour être reçues. »

La collectivité gestionnaire pourrait donc être mise en garde contre l'absence d'autorisation fixant les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être reçues, conformément à l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation, acte administratif unilatéral, doit être distinguée de la convention du rejet (de droit privé) qui est en cours de négociation, selon les informations du dossier.

A ce sujet, la DRIRE pourra faire valoir le risque de mise en cause de la collectivité en cas de plainte pour pollution des eaux. En effet, le jugement du tribunal Administratif de Nantes du 16 juin 2006 stipule qu'en cas de pollution des eaux dues à des manquements à la fois de l'exploitant de la STEP, des industriels raccordés et de la collectivité maître d'ouvrage, la responsabilité est partagée.

Concernant la société JOHN DEERE, il faut rappeler que la loi du 30 décembre 2006 a indiqué :

« est puni de 10000 € d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L.1331-10 ». »

Dans son mémoire en réponse du 20 mai 2008, l'exploitant a précisé les éléments suivants :

« 1. Qualité des rejets d'eaux industrielles et pluviales

Dans le cas du site JOHN DEERE, la station du site ne traite pas uniquement les effluents en provenance de l'installation de traitement de surface. Les eaux des autres process du site sont également traitées. Les effluents en provenance des installations de traitement de surface sont donc mélangés avec d'autres effluents (usinage, lavage des sols...).

Ainsi, si l'on compare les valeurs définies dans l'arrêté de juin 2006 (spécifique pour les effluents issus du traitement de surface) aux valeurs des effluents en sortie de site (englobant différents types d'effluents), les valeurs relatives aux MES, à la DCO et aux hydrocarbures ne sont pas respectées (au regard des flux et des concentrations pour l'année 2006).

Dans la mesure où les effluents en provenance de l'installation de traitement de surface représente 35,2 % de la qualité totale des effluents traités par la station, il serait pénalisant d'appliquer à l'ensemble des effluents les valeurs seuils de l'arrêté de juin 2006 alors que l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux sites soumis à autorisation reste applicable pour les autres effluents.

2. Autorisation de déversement des eaux usées

Le site dispose d'une convention de rejets des eaux établie le 26 mars 1997. Cette convention fixe les modalités de raccordement du site aux réseaux d'assainissement de la ville de Saran et actuellement en cours de mise à jour.

Le 22 février 2008, nous avons rencontré madame JOUSSET, de la Communauté d'Agglomération Orléanaise, et lui avons fait part de l'observation concernant l'autorisation de rejets d'eaux usées. Il nous a été précisé que la convention de rejets des eaux, établie en mars 1997 fait également office d'autorisation de rejet. »

- La direction départementale de l'équipement (DDE) et la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF) ont, par courrier du 28 janvier 2008, émis l'avis commun suivant :

« • **Concernant les servitudes d'utilité publique**

Le site est concerné par la zone de dégagement extérieur de l'aérodrome de Bricy (altitude max. des ouvrages massifs : 272 m NGF).

Le terrain est compris à son extrémité Nord dans le polygone d'isolement du centre de Cercottes (lié à la présence d'un dépôt de munitions).

Servitudes de protection contre les perturbations électromagnétiques et autres obstacles du centre radioélectrique du même camp (forte contrainte en élévation dans ce secteur).

Le terrain est situé au niveau de deux extrémités dans la zone de protection contre les obstacles du centre radioélectrique de Fleury les Aubrais et du faisceau hertzien (Fleury-Vierzon).

Le terrain est traversé en partie par la ligne haute tension (90 kV) – Belneuf-Saran.

Le terrain est grevé des servitudes applicables aux terrains riverains des lignes SNCF.

• **Concernant les conséquences sur le milieu aquatique (DDAF)**

- Eaux usées industrielles : une dérogation de l'arrêté du 30 juin 2006 est sollicitée en indiquant qu'une démarche va être réalisée auprès du gestionnaire de la STEP ; il est regrettable que cette démarche n'ait pas été réalisée avant le dépôt de dossier à l'appui de la demande de dérogation. Cependant, la capacité de la station d'épuration de la Chapelle-Saint-Mesmin et son fonctionnement actuellement satisfaisant permettent de ne pas émettre d'avis défavorable sur ce point.

Une autorisation de la CAOVL est nécessaire au titre de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

- Eaux pluviales : les eaux de cuisine sont des eaux usées. Tout rejet vers le réseau d'eaux pluviales est à proscrire. Ces eaux doivent rejoindre le réseau d'eaux usées de l'usine. En effet, le bac à graisse n'est pas satisfaisant pour traiter correctement ces eaux.

Le dimensionnement des déshuileurs-débourbeurs devra être fourni. Les séparateurs sont généralement de classe I (rejet HC < 5 mg/l) ou de classe II (HC < 100 mg/l). La valeur de 10 mg/l est-elle vérifiée ?

La vérification de la capacité du bassin d'eaux pluviales appelle les remarques suivantes :

- la méthode des abaques de l'instruction 77 doit être abandonnée car elle est trop peu précise

(découpage de la France en trois zones de pluviométrie supposées homogènes) ;

- les surfaces prises en compte sont uniquement les surfaces imperméabilisées, les espaces verts sont-ils isolés hydrauliquement ?

- conformément au code civil (art. 640, 681), la signature d'une convention de rejet avec le gestionnaire aval est conseillée.

En conclusion, il est émis un avis défavorable dans l'attente des compléments demandés concernant le milieu aquatique. »

Dans son mémoire en réponse du 20 mai 2008, l'exploitant a précisé les éléments suivants :

« 1. Eaux usées industrielles

Le 22 février 2008, nous avons rencontré madame JOUSSET de la Communauté d'Agglomération Orléanaise afin d'évoquer différents points notamment dans le cadre du dossier de mise à jour administrative du site.

Le 26 mars 1997, une convention de raccordement a été établie entre la société JOHN DEERE et la Communauté d'Agglomération Orléanaise. Concernant cette convention, lors de notre entretien avec la CAO, il nous a été précisé que cette convention faisait également office d'autorisation.

2. Eaux pluviales

Concernant le plan des réseaux joint au dossier de mise à jour administrative, une erreur de mise à jour a été faite. En effet, en 1999, des travaux sur le réseau des eaux vannes ont été effectués. Au cours de ces travaux, le raccordement du bac à graisse au réseau d'eaux pluviales a été supprimé. A ce jour, ce bac à graisse est raccordé au réseau des eaux vannes.

Les dimensionnements des déshuileurs-déboueurs sont présentés page 101 du dossier. »

Par courrier du 12 septembre 2008, les services de la direction départementale de l'équipement et la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ont maintenu leur avis défavorable dans l'attente des compléments évoqués ci-dessous :

« Il a été demandé à l'entreprise de fournir une autorisation de raccordement au réseau d'eaux usées, délivré par la communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire. Cette autorisation est différente de la convention de rejet, citée par l'entreprise, qui est un acte bilatéral de droit privé.

L'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipule bien que « tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé [...] par le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit de déversement [...]. L'autorisation [...] fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement ». Cette autorisation de raccordement n'a toujours pas été transmise aux services de la DDAF.

De plus, la convention que la société JOHN DEERE évoque date de 1997. Des changements sur le procédé interne de traitement des eaux usées industrielles ainsi que la station d'épuration de la Chapelle Saint Mesmin, qui reçoit les effluents, nécessitent certainement une révision des prescriptions établies dans ce document.

Par ailleurs, il est nécessaire d'indiquer le détail du calcul du bassin d'eaux pluviales, notamment si les espaces verts sont isolés hydrauliquement ».

Par courrier du 2 mars 2009, l'exploitant a indiqué :

- que les rejets aqueux du site étaient gérés par la convention de rejets de 1997 qui fixe les modalités de raccordement de la société JOHN DEERE aux réseaux d'assainissement de la ville de Saran,
- qu'une demande de mise à jour de la convention a été déposée auprès de la police des rejets de CAO et que la mise à jour de cette convention devrait être finalisée au second semestre 2009,
- que les eaux de précipitation du site couvrent les bâtiments couverts, les voies et espaces engazonnés (35,7 ha),
- que les espaces engazonnés ne sont pas isolés hydrauliquement permettant une infiltration dans le sol de leurs eaux de précipitation,
- que le bassin d'eaux pluviales a été dimensionné selon la notice technique de 1977 relative au dimensionnement des ouvrages de rétention. La capacité maximale du bassin est de 3 500 m³ sans mise en charge des réseaux, ce qui permet au site de collecter une pluie décennale d'un volume de 3 472 m³.

Par courrier du 24 mars 2009, les services de la direction départementale de l'équipement et la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ont émis un avis favorable, sous réserve de la délivrance, par la Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire, de l'autorisation de raccordement d'effluents non domestiques visés à l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique.

Commentaire de l'inspection des installations classées :

Une nouvelle demande d'autorisation de déversement a été transmise à la Communauté d'Agglo début janvier 2010.

Par ailleurs, une nouvelle convention de raccordement est en cours de rédaction et devrait être signée début avril 2010. La Communauté d'Agglo a autorisé que les valeurs limites d'émissions pour les paramètres DCO et MES soient respectivement fixées à 1800 mg/l et 90 mg/l.

- Le service départemental d'incendie et de secours du Loiret a, par courrier du 11 janvier 2008, émis les observations suivantes :

- La défense intérieure contre l'incendie sera assurée par des robinets d'incendie armés conformes aux dispositions des normes françaises en vigueur, en nombre suffisant et complétée par des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre.

- Compte tenu de l'activité exercée et de la surface de bâtiment couverte et non recoupée par des mesures constructives, la défense extérieure contre l'incendie doit être assurée au moyen d'hydrants conformes aux normes françaises en vigueur, susceptibles de fournir un débit de 6 000 l/mn soit 360 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar environ et placées à moins de 150 m par les voies praticables du point le plus éloigné à défendre.

- Compte tenu des informations données sur le réseau public d'hydrants, le débit disponible sur rue est de 60 m³/h.

- Le réseau privé d'hydrants devra fournir un débit minimum de 300 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar environ.

- Le réseau privé d'alimentation des hydrants devra être distinct du réseau d'alimentation du système d'extinction automatique à eau. Les réserves d'eau devront également être séparées.

- Les voies d'accès devront permettre aux engins de secours de stationner au droit de chaque hydrant sans perturber le passage d'autres engins.

- Le bassin de rétention des eaux d'incendie devra pouvoir retenir les besoins en eaux d'incendie d'une capacité totale de 720 m³.

- Le stockage de palettes vides devra s'effectuer à plus de 10 m du bâtiment. Le stockage de bouteilles de gaz d'alimentation d'engins de manutention devra se faire à plus de 15 m du bâtiment.

Sous réserve du respect des dispositions mentionnées ci-dessus, j'émet en ce qui me concerne un avis favorable à la réalisation de ce projet. »

- La Communauté d'Agglomération du Val de Loire a, par courrier du 25 janvier 2008, indiqué que l'établissement devra faire l'objet d'une nouvelle convention.

3. MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1.1. L'eau

En 2008, la consommation en eau de la société JOHN DEERE s'est élevée à environ 60 000 m³. La société dispose pour couvrir ses besoins :

- d'un piquage sur le réseau public d'adduction en eau potable de la commune de Saran. Afin d'éviter tout risque de pollution du réseau public par un retour d'eau polluée, un dispositif de disconnexion est installé,
- d'une bâche enterrée d'un volume de 400 m³ alimentée par le réseau public d'adduction en eau potable.

Le réseau est de type séparatif :

- les eaux usées domestiques sont rejetées au réseau d'assainissement unitaire de la ville de Saran pour être traitées par la station d'épuration de La Chapelle Saint Mesmin avant rejet en Loire,
- les eaux pluviales sont collectées par cinq réseaux différents. Ces réseaux rejoignent le bassin d'eaux pluviales d'un volume de 3 500 m³. Les eaux sont ensuite rejetées en Loire. Chaque réseau est équipé d'un déboureur-déshuileur dont les caractéristiques sont les suivantes :
 - parking administratif : capacité de traitement = 65 l/s,
 - training center : capacité de traitement de 20 l/s,
 - quai ouest : volume du déshuileur = 1 m³ – volume du déboureur = 2 m³,

- bâtiment R : volume du déshuileur = 430 l – volume du débourbeur = 1 m³,
- bancs d'essai : 3 m³,
- les rejets de la zone de recherche rejoignent un bassin tampon de 90 m³. Ces eaux sont traitées par un déshuileur-débourbeur avant de rejoindre le réseau nord des eaux pluviales.
- les eaux industrielles (eaux issues de l'usinage, des installations de traitement de surface (cabine peinture et machines à laver), des bancs d'essais, du lavage des sols et du ruissellement de la zone de stockage des déchets métalliques) sont traitées par la station de détoxification interne puis rejetées au réseau d'assainissement unitaire de la ville de Saran.

L'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation fixe de nouvelles normes de rejet, à savoir :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Condition sur le flux (kg/j)
MES	30	Si le flux est > 0,06
DCO	600	/
DBO ₅	/	/
Phosphore total	50	Si le flux est > 0,1
Azote total	150	Si le flux est > 50
Hydrocarbures totaux	5	Si le flux est > 0,01

Les valeurs limites d'émission de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 sont basées sur les performances des meilleures techniques disponibles décrites dans le document de référence européens (document BREF).

L'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2007 a été prescrit pour la mise en conformité des dispositions applicables à l'établissement avec celles de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation.

L'exploitant a demandé à déroger à ces valeurs pour les paramètres DCO et MES dans la mesure où la station de détoxification présente dans l'établissement ne traite pas uniquement les rejets des installations de traitement de surface.

La société a procédé à des analyses en sortie des installations de traitement de surface, en amont et en aval de la station de détoxification. Les résultats sont les suivants :

	DCO (mg/l)	MES (mg/l)
En sortie des installations de traitement de surface	5 270	308
En amont de la station de détoxification	13 710	1 410
En aval de la station de détoxification	1 800	90

Les effluents issus des installations de traitement de surface représente environ entre 22% (MES) et 38% (DCO) des effluents totaux traités par la station interne de traitement.

L'article 20-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé stipule : « En rejet raccordé, lorsque le respect des valeurs limites d'émission relatives aux phosphates (P), à l'azote global, aux matières en suspension (MES) ou à la demande chimique en oxygène (DCO) n'est pas possible dans des conditions économiquement acceptables, l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe une valeur limite qui peut excéder la valeur applicable définie ci-dessus, à condition que l'étude d'impact ait démontré qu'une telle disposition ne peut nuire au bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et sous réserve de l'accord de l'exploitant de la station d'épuration ,.... »

Les niveaux de rejets ne nuisent pas au bon fonctionnement de la station d'épuration. Par ailleurs, l'exploitant de la station d'épuration a donné son accord pour fixer les normes de rejets en DCO et MES respectivement à 1 800 et 90 mg/l.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé d'imposer à l'exploitant le respect des normes suivantes :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux (kg/j)
MES	90	2,25
DCO	1 800	45
DBO ₅	800	20
Phosphore total	50	1,25
Azote total	150	3,75
Hydrocarbures totaux	5	0,125

L'exploitant réalise une surveillance mensuelle de la qualité des rejets aqueux. Les résultats des mesures montrent des dépassements par rapport aux normes reprises ci-avant.

En conséquence, une étude relative au pré-traitement des eaux industrielles avant rejets dans la station d'épuration de la CHAPELLE SAINT MESMIN doit être réalisée dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté.

3.1.2. L'air

Les principales sources de pollution atmosphériques sont :

- les chaudières,
- la cabine de peinture,
- les machines à laver.

Des analyses portant sur la qualité des rejets atmosphériques issus des chaudières (bâtiment B1) ont été réalisées en janvier 2007. Les résultats sont les suivants :

	Chaudière 1	Chaudière 2
Vitesse (m/s)	3,4	3,4
Hauteur (m)	12	12
Débit (Nm ³ /h)	1 500	1 500
NOx (mg/Nm ³)	123	160
CO (mg/Nm ³)	4	4

La vitesse d'éjection des gaz n'est pas conforme à celle indiquée à l'article 6.2.3. de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux installations de combustion lequel stipule :

« La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale doit être au moins égale à 5 m/s pour les combustibles gazeux et fioul domestique ».

Ces chaudières ont été supprimées fin 2008 et en mars 2009. De nouvelles installations de combustion (D1/E et D2/E) ont été mises en place en septembre 2008.

La société possédait une installation de peinture à base de solvants organiques. Le solvant présent dans les peintures et utilisé comme diluant était du xylène (classement R10, Xn R20/21).

Les résultats des analyses portant sur la qualité des rejets atmosphériques issus de l'installation de peinture (les trois cabines et le local de préparation) avaient montré des non-conformités vis-à-vis des normes imposées au paragraphe 30.22 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. Ces résultats sont les suivants :

	Concentration (mg/Nm ³)	VLE (mg/Nm ³)
pré-touche	40,3	75
robot	103	75
finition	164	75
préparation	135	110

En 2004, la société a donc mis en place un schéma de maîtrise des émissions (SME) afin de respecter les valeurs limites d'émissions de COV. La société a par ailleurs sollicité un délai supplémentaire pour garantir le respect des objectifs de son schéma de maîtrise des émissions (juin 2007).

La mise en place du SME permet à la société de se conformer à une valeur limite équivalente fixée sur le flux de COV émis, appelée émission cible. Un tel schéma garantit que le flux total des émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

L'émission cible a été estimée à 0,375 kg de COV/kg d'extrait sec. Le délai d'application de cette émission a été fixé au 30 juin 2007 avec la mise en place de la nouvelle ligne de peinture par arrêté préfectoral complémentaire du 8 juin 2005.

Dans le cadre de ce SME, la société a indiqué que le remplacement complet de la ligne de peinture et son insertion dans une nouvelle ligne de production lui permettra de répondre à ses obligations réglementaires en terme de réduction des émissions de COV.

L'option du schéma de maîtrise avec réduction à la source des émissions et substitution des produits utilisés par des matières premières à plus faible taux de solvant a été retenue.

Une nouvelle ligne de peinture à base hydrodiluable, composée notamment d'une ligne de traitement de surface intégrée à la chaîne, a été mise en fonctionnement mi-2007. Une campagne de mesures des rejets atmosphériques issus de cette cabine a été réalisée en mai 2009.

Les résultats sont les suivants :

	TTS intégré	AM 30/06/2006
Basicité exprimée en OH ⁻ (mg/Nm ³)	0,26	10
Acidité exprimée en H ⁺ (mg/Nm ³)	0,005	0,5
HF, exprimé en F (mg/Nm ³)	< 0,24	2
CrVI	< 0,01	0,1

	Préparation	AM 02/02/1998 Article 27-7°a
COVt (mg/Nm3)	2,76	110

	Primaire	Topcoat	AM 02/02/1998 Article 30-22°
COVt (mg/Nm3)	1,83	11,45	75

	Four de séchage	AM 02/02/1998 Article 30-22°
COVt (mg/Nm3)	26	50

Les résultats obtenus sont conformes :

- aux normes de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface pour l'installation de traitement de surface intégrée à la cabine de peinture,
- aux normes de l'article 30-22° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Des mesures portant sur la qualité des rejets atmosphériques issus d'une installation de traitement de surface a été réalisé en mai 2009.

Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

	Machine à laver	AM 30/06/2006
Basicité exprimée en OH ⁻ (mg/Nm ³)	1,72	10
Acidité exprimée en H ⁺ (mg/Nm ³)	0,002	0,5
HF, exprimé en F	< 0,18	2

Les résultats obtenus sont conformes aux normes de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface.

3.1.3. Les déchets

Les principaux déchets générés par le fonctionnement de la société JOHN DEERE sont :

- les palettes en bois (4698 t/an). Elles sont reprises par la société ONYX et recyclées par la société BURBAN,
- les copeaux de fonte, d'acier, en mélange, la ferraille, les pièces usinées (5 858 t/an). Ils sont récupérés par la société ONYX et traités par la société ONYX plate-forme métaux,
- les boues d'hydrocarbures (426 t/an) Elles sont reprises par la société SGA et traitées par la société COHU,
- les cartons et les papiers (371 t/an). Ils sont récupérés et traités par la société ONYX,
- les boues de peintures et les filtres peintures (62 t/an). Ils sont repris par la société ONYX et recyclés par la société SMAB.

3.1.4. Le bruit

Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées, des mesures de niveaux sonores ont été réalisées en mai 2009 :

- point 1 : en limite de propriété industrielle nord-est du site,
- point 2 : en limite de propriété industrielle sud du site,
- point 3 : en limite de propriété industrielle nord-ouest du site,
- point 4 : devant la maison du « garde-barrière ».

Les résultats obtenus sont les suivants :

	Mesures diurnes (dB(A))	Mesures nocturnes (dB(A))
Point 1	50,3	46,5
Point 2	53,1	54
Point 3	53,4	51,5
Point 4	58,3	51,7

Ces résultats montrent que les valeurs maximales fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé sont respectées pour tous les points.

3.1.5. Les risques

Les principaux risques de dangers liés aux activités de la société JOHN DEERE sont ceux de l'incendie et de l'explosion.

Afin d'appréhender les conséquences d'un sinistre sur l'environnement du site, deux scénarios ont été étudiés :

- incendie de la zone déchetterie principale,
- explosion de la chaufferie principale.

Incendie de la zone déchetterie principale

La zone est séparée en deux par une allée de 5 mètres.

Les flux thermiques obtenus sont les suivants :

Zone 1 : 34 m x 29 m	Distance maximale atteinte – longueur (m)	Distance maximale atteinte – largeur (m)
Flux de 3 kW/m ²	27	25,3
Flux de 5 kW/m ²	19,3	18

Zone 1 : 48 m x 12 m	Distance maximale atteinte – longueur (m)	Distance maximale atteinte – largeur (m)
Flux de 3 kW/m ²	24,8	14,3
Flux de 5 kW/m ²	16,8	10,5

Ces flux thermiques ne sortent pas des limites de propriétés.

Explosion de la chaufferie (Bâtiment B1)

Les ondes de surpression obtenues sont les suivantes :

	Distance maximale atteinte (m)
50 mbar	86
140 mbar	34

Ces ondes de surpression sortent des limites de propriétés sans toutefois atteindre d'habitation. Seule la voie de circulation au nord du site serait impactée.

Il est à noter que la société respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux installations de combustion.

De plus, les installations de combustion du bâtiment B1 ne sont plus utilisées et sont en cours de démantèlement.

Les besoins en eau d'incendie sont assurés par :

- 230 extincteurs répartis sur le site,
- de 10 RIA,
- un réseau d'extinction automatique pour les bâtiments de production et la zone recherche,
- 12 poteaux incendie en série de débit unitaire de 247 m³/h. Le débit en simultané de deux poteaux est de 227 m³/h,
- d'une réserve incendie de 400 m³ associée à une pompe électrique (150 m³/h – pression 8 bars) et une pompe diesel (180 m³/h – pressions 6,9 bars),
- d'exutoires de fumées à déclenchement manuel pour les bâtiments E et C1 (chaîne d'assemblage des moteurs, finition, stockage des bouteilles d'acétylène et d'oxygène).

Le volume d'eau d'extinction a été évalué par l'exploitant à 900 m³, soit un débit de 450 m³/h. Ce débit est disponible par l'intermédiaire des poteaux incendie internes.

Le service départemental d'incendie et de secours du Loiret a indiqué que le bassin de rétention des eaux d'incendie devait pouvoir retenir les besoins en eaux d'incendie d'une capacité totale de 720 m³.

Pour permettre le confinement des eaux d'incendie, l'établissement dispose d'un bassin de récupération de 3 500 m³.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

3.2.1. : En relation avec la procédure d'instruction

Les prescriptions suivantes ont été introduites dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation :

- la réalisation d'une étude relative au pré-traitement des eaux industrielles avant rejets dans la station d'épuration de la CHAPELLE SAINT MESMIN : 3 mois (Titre 11),
- l'établissement d'une autorisation de déversement des effluents dans la station d'épuration de la CHAPELLE SAINT MESMIN : 3 mois (Titre 11),
- le stockage de palettes vides devra s'effectuer à plus de 10 m du bâtiment. Le stockage de bouteilles de gaz d'alimentation d'engins de manutention devra se faire à plus de 15 m du bâtiment (article 7.2.2.).

4. AVIS DU SERVICE D'INSPECTION ET CONCLUSION

Les dispositions et mesures proposées par l'exploitant, dans son dossier de demande d'autorisation, et complétées par les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral sont en mesure de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

En particulier, l'exploitant a pris en compte l'ensemble des remarques et observations formulées par les différents services consultés dans le cadre de l'instruction du dossier.

Les services de l'état consultés sur ce dossier ont tous émis un avis favorable.

Conformément à l'article R.512-25 du code de l'environnement et considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société JOHN DEERE sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport. Elle propose donc aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de considérer favorablement cette demande.

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret – DDPP/SEI - 45042 ORLEANS CEDEX.

Orléans, le 1^{er} Mars 2010

Signé